



## ***Arrêtez de détricoter nos droits et assumez vos engagements !*** **Budget fédéral 2013**

En près de 10 mois d'activité, le Gouvernement fédéral a déjà donné le ton de sa politique avec des mesures d'austérité dont l'impact sera dramatique pour beaucoup d'entre nous. Aujourd'hui, alors que ce Gouvernement est occupé à confectionner le budget fédéral 2013, Vie Féminine tient à rappeler deux choses :

### **1) Arrêtez de détricoter nos droits !**

Nous ne le redirons jamais assez, aujourd'hui, les inégalités restent flagrantes entre les hommes et les femmes<sup>1</sup> :

- ▶ 15,8 % de femmes connaissent un risque de pauvreté.
- ▶ 49,4 % des ménages les plus menacés sont monoparentaux et 85,5 % d'entre eux ont une femme à leur tête<sup>2</sup>.
- ▶ 36 % des femmes sont dépendantes financièrement des personnes avec lesquelles elles vivent.
- ▶ L'écart salarial entre les femmes et les hommes s'élève à 23 %.
- ▶ 59 % des femmes touchent une pension inférieure à 1000 euros par mois.
- ▶ 57,2 % des bénéficiaires du Revenu d'Intégration Sociale (RIS) sont des femmes et la catégorie d'âge la plus importante est celle des 20-24 ans.
- ▶ 2/3 des bénéficiaires de la Garantie de Revenu Aux Personnes Agées (GRAPA) sont des femmes.

C'est dans ce contexte socioéconomique scandaleux pour les femmes que se mettent en place les mesures d'austérité décidées par le Gouvernement. En effet, aujourd'hui, nous ne pouvons que constater l'étendue des dégâts avec des mesures qui détricotent les droits des personnes pauvres ou précaires et en particulier des femmes : dégressivité des allocations de chômage, restriction de la pension de survie, prépensions encore moins accessibles pour les femmes, réduction des périodes assimilées en matière de pension, conditions plus strictes pour les allocations d'insertion professionnelle des jeunes... Ces mesures se mettent en place sans aucune opposition ou presque.

Dans un tel contexte, il ne faut pas que le budget en confection débouche sur des nouvelles mesures qui pousseront encore plus de femmes dans la pauvreté. Nous avons déjà donné !

---

<sup>1</sup> *Femmes et hommes en Belgique : Statistiques et indicateurs de genre*, IEFH, Bruxelles, 2011 ; Égalité entre les femmes et les hommes en Wallonie. Photographie statistique, IWEPS, Namur, 2010.

<sup>2</sup> *Les facteurs de précarité. Photographie statistique de la situation des femmes et des hommes en Wallonie*, IWEPS, Namur, 2008.

## **2) Assumez vos engagements !**

Par ailleurs, le Gouvernement s'est engagé sur des dossiers qui nous tiennent à cœur et qui nécessiteront des moyens financiers nouveaux. Nous pensons tout particulièrement au *Service des créances alimentaires* (SECAL) et au *statut complet des accueillantes conventionnées*, pour lesquels les budgets nécessaires doivent être prévus.

En effet, le Gouvernement a promis d'améliorer l'action du SECAL, notamment en optimisant la récupération des avances auprès des débiteurs et en informant le grand public sur l'existence du SECAL. Ces mesures doivent, pour nous, aller de pair avec un refinancement urgent du SECAL et une suppression du plafond de revenus pour l'octroi d'une avance sur pension alimentaire. C'est à ce prix qu'on évitera d'accentuer encore la précarité des familles monoparentales !

À propos du statut des accueillantes conventionnées à domicile, le Gouvernement s'était engagé, en concertation avec les entités fédérées, à adopter un statut complet de travailleur. Rappelons que ces professionnelles sont les seules du secteur de l'accueil de l'enfance à ne pas être considérées comme des travailleuses à part entière.

Pour conclure, nous rappelons notre opposition à l'idée qu'à cause de la crise, « tout le monde doit se serrer la ceinture » et « qu'il est nécessaire de réduire les dépenses publiques ». Nous estimons qu'au lieu de couper sans cesse dans les dépenses sociales, il est urgent de redistribuer les richesses de manière plus égalitaire tout en préservant les solidarités et la justice sociale.

Pour cela, certains moyens budgétaires pourraient être plus justement mis au service de la collectivité, comme les intérêts notionnels. Mais nous voulons rappeler qu'il y a aussi d'autres pistes. Citons, par exemple, une fiscalité plus juste et plus égalitaire portant sur toutes les sources de revenus et de richesses (revenus du capital, taxation de la spéculation, etc.) ou l'instauration d'une forme de Cotisation sociale généralisée, qui ne doit évidemment pas remplacer les cotisations patronales sur les salaires, mais assurer de nouveaux moyens pour couvrir des besoins laissés en souffrance depuis trop longtemps.

Tout ceci relève de choix politiques, de choix de société tout autant que de choix budgétaires. Voilà pourquoi nous avons voulu redire, une fois encore, que l'égalité et la justice sociale doivent être au cœur des décisions de ce Gouvernement qui a déjà provoqué une aggravation inacceptable de la situation d'un nombre important de femmes et de personnes précarisées.

**Hafida Bachir, Présidente de Vie Féminine**

02/ 227.13.01

0487/27 67 37

[presidente-nationale@viefeminine.be](mailto:presidente-nationale@viefeminine.be)

**Vie Féminine - Mouvement féministe d'éducation permanente**

111, rue de la Poste - 1030 Bruxelles

02/227.13.00

[www.viefeminine.be](http://www.viefeminine.be)